

Arrestation des sans papiers occupant le 51 avenue Simon Bolivar : de qui la Ville de Paris est-elle l'amie ?

Malgré un article du Monde qui pointe la responsabilité de la mairie de Paris quant à l'arrestation d'une centaine de sans-papiers lors de l'évacuation policière des occupants du 51 avenue Simon Bolivar ([« Les sans-papiers de l'avenue Bolivar expulsés à la demande de la Ville de Paris »](#)), une partie de la presse relaie la communication mensongère de la Ville ([ici le journal Marianne par exemple](#), ou [là à Arrêt sur images](#) qui fait des militants solidaires, dont ceux de la Cip-idf, les responsables de ces arrestations.

La Ville dénie la capacité des premiers concernés à s'organiser. Ce sont pourtant les occupants sans-papiers eux-mêmes qui ont refusé les propositions municipales d'hébergement.

La mise au point paru sur le site de la CIP qui s'efforce de retracer les événements tels qu'ils se sont réellement produits [est accessible ici](#).